



Schweiz  
Suisse  
Svizzera  
Svizra

Actuel

No 10 | AVRIL 2025



## De l'inconsistance économique de la voie bilatérale



Retour sur notre  
Assemblée générale  
Page 3



« L'armée au bord du  
gouffre »  
Page 6



« Suisse-UE : de l'inconsis-  
tance économique de la voie  
bilatérale »  
Page 9



## Le mot du président

**Droits de douane américains, guerre en Ukraine...**

# Vers une adhésion à l'UE et à l'OTAN ?

**Chers membres, donateurs  
et sympathisants,**

Les déclarations du président Trump ont suscité une frénésie non coordonnée dans le monde entier, y compris en Suisse. Il est inquiétant de voir que des apprentis sorciers ont précipité la Suisse dans une situation aussi lamentable, sans avoir apparemment de contacts significatifs avec le gouvernement américain. Désormais, de plus en plus de voix s'élèvent pour demander à la Suisse de se raccrocher à l'UE au prétexte que Bruxelles serait plus aimable que Washington. Les représentants du PS vont même jusqu'à exiger que des contre-mesures soient prises. Cela est démesurément absurde : après la Russie, voulons-nous maintenant vraiment avoir des ennuis avec une deuxième grande puissance ? Selon eux, cette nouvelle situation agit comme un « booster » pour signer le traité de soumission avec l'UE. Mais c'est fondamentalement faux : l'UE n'a pas bonne réputation aux États-Unis, raison pour laquelle des Américains influents conseillent vivement à la Suisse de faire valoir de manière indépendante et souveraine ses intérêts auprès du gouvernement américain.

### **Voici ce qu'il faut faire rapidement :**

- Garder son calme et ne jamais menacer de prendre des contre-mesures
- Analyser de près les conséquences réelles des droits de douane sur la Suisse et le point de vue des États-Unis
- Prendre en compte les biens, les services et les investissements aux États-Unis
- Élaborer une offre aux États-Unis qui semble équitable pour les deux parties

- Rendre visite aux États-Unis avec une équipe de haut niveau composée de la présidente de la Confédération, du ministre de l'Économie et de plusieurs entrepreneurs suisses expérimentés aux États-Unis.

La même rengaine est reprise par les donateurs de leçons en matière de politique de sécurité à Berne et dans les médias. Ils commencent par réduire les effectifs de l'armée à néant, spéculent sur des délais d'alerte de dix ans et sur la possibilité de monter en puissance en cas d'urgence. Avant même de pouvoir parler d'une quelconque option de « coopération », nous devons remettre notre armée en ordre de bataille, et ce immédiatement !

Il s'agit maintenant de faire preuve d'autonomie et de fiabilité et de régler rapidement les questions internes telles que la réduction de la bureaucratie et la mise en place d'une armée crédible.

L'un des moyens d'y parvenir serait assurément d'être à nouveau considéré comme un pays neutre et crédible. Malheureusement, le Conseil fédéral a bradé cette carte maîtresse. C'est pourquoi il est urgent de voter « OUI » à l'initiative pour la neutralité.

Voici la raison pour laquelle nous nous préparons ! Dire « OUI » à la neutralité et « NON » à la soumission à l'UE.

Dr Stephan Rietiker

**Devenir membre  
Pro Suisse**



ISSN 2234-9723

**Rédaction Pro Suisse**  
Case postale  
3822 Lauterbrunnen  
Tél. 031 356 27 27  
redaction@prosuissinfo

Compte postal: 30-10011-5

### **Legs**

En rédigeant votre testament, vous décidez, au-delà de votre mort, de ce qui adviendra de vos économies, papiers valeurs et immeubles. En prenant en considération Pro Suisse, vous soutiendrez notre travail pour le maintien d'une Suisse indépendante et neutre.

Nous vous en remercions  
cordialement.



Retour sur notre Assemblée générale

# Oui à la neutralité et non à la soumission à l'UE.



Dr. med. Stephan Rietiker  
Président de Pro Suisse

**Le 5 avril 2025, 800 membres et invités venus de toute la Suisse, le président Stephan Rietiker ainsi que les conférenciers Wolf Linder et Christoph Blocher ont donné un signal fort en faveur de l'indépendance et de la neutralité globale, armée et perpétuelle de la Suisse.**

Dans son évaluation de la situation, Stephan Rietiker a mis en évidence les causes de l'érosion des valeurs en Suisse ; mais ce phénomène ne se limite de loin pas à la Suisse, mais se constate dans la plupart des sociétés occidentales, dans lesquelles une grande prospérité rend les gens moins aptes à s'engager et leur fait oublier que la prospérité et la liberté ne vont pas de soi.

## Garantir la neutralité – une tâche qui dépasse les partis

« Il ne suffit pas de croire nous-mêmes à la neutralité. Elle doit avant tout être crédible aux yeux de l'extérieur. Le Conseil fédéral a malheureusement perdu en partie cette crédibilité au cours des trois dernières années ». C'est pourquoi l'initiative sur la neutralité est importante. Elle permet de protéger la substance de la neutralité suisse contre la pensée à court terme des politiciens et des conseillers fédéraux. La neutralité est un principe de la politique étrangère et non la simple expression d'une sympathie pour un État ou une opinion. Le fondement éthique de la neutralité est l'idée de paix et non la morale personnelle. Elle implique également une solidarité avec les victimes de la guerre des deux bords, mais pas avec une partie belligérante. Wolf Linder formule la



Prof. Dr. Wolf Linder



# LA VIE EST BELLE



Le nouvel Mitsubishi

## OUTLANDER PHEV



[emilfrey.ch](http://emilfrey.ch)



demande suivante : la Suisse doit redevenir impartiale : pas de sanctions unilatérales et pas de rapprochement avec l'OTAN. La neutralité a fait ses preuves dans le monde entier et est reconnue également par les États totalitaires et toutes les religions, afin de contribuer à un monde plus pacifique.

## La souveraineté et la neutralité sont les garantes d'une Suisse libre et prospère

« La neutralité suisse, c'est-à-dire la neutralité permanente, armée et intégrale, est le principal instrument de maintien de la paix pour notre pays ». Seule une neutralité globale et complète permet à la Suisse d'éviter d'être entraînée dans des guerres. C'est pourquoi il est



nécessaire de voter « OUI » à l'initiative sur la neutralité. Inversement, il faudra dire « NON » au traité de soumission avec l'UE. Avec le traité prévu, la Suisse perdrait sa souveraineté, la population son droit de vote et tout le monde sa prospérité. L'UE a besoin d'argent et avec ce traité colonial, elle espère avoir la mainmise sur les coffres de la Confédération. La classe politique suisse n'a jamais accepté la décision démocratique de 1992 de ne pas adhérer à l'Espace économique européen (EEE). Les procès-verbaux publiés par le Conseil fédéral à cette époque prouvent que le peuple suisse devait être conduit de manière résolue, mais insidieuse, vers l'UE. Le traité de soumission à l'UE est lui aussi un produit des partisans inconditionnels d'une adhésion à l'UE, qui trompent le peuple suisse par des astuces et de véritables escroqueries, dont la suppression du référendum obligatoire, par exemple.



Tous les discours de de l'assemblée générale



## Engagement en faveur de l'initiative sur la neutralité



« La neutralité de la Suisse est un modèle de réussite éprouvé et un élément central de notre conception de la démocratie directe. Elle représente une forme de politique de paix qui permet au pays de faciliter les négociations de paix, d'agir en tant que médiateur et de fournir une aide humanitaire ». Wobmann lance un appel à l'assemblée de se battre de toutes ses forces et partout pour le oui à l'initiative sur la neutralité.

## L'UE convoite l'argent des Suisses. L'endettement de l'UE est en effet gigantesque.



« À chaque fois qu'on parle des accords avec l'UE, on ment à la Suisse. Il est impératif de résister ! » C'est pourquoi il est important de s'engager en adressant des lettres aux courriers des lecteurs, en faisant des commentaires en ligne et en organisant des actions de rue, des discussions en famille, entre amis et au travail. Il est absolument urgent que Pro Suisse puisse lancer un référendum. Chacun doit contribuer à ce que la collecte de signatures aboutisse dans les plus brefs délais. Adrian Amstutz a montré de manière éloquente de quoi il s'agit réellement : l'UE convoite l'argent des Suisses. L'endettement de l'UE est en effet gigantesque.





## « L'armée au bord du gouffre »

**Cher Monsieur Gafner, vous avez été capitaine dans l'armée et, en tant que journaliste, vous suivez la politique de sécurité de la Suisse depuis de nombreuses années. En 2007, vous avez écrit le livre « Armee am Abgrund (l'armée au bord du gouffre) ». Quelle était alors votre motivation ?**

De nombreuses lacunes, notamment en matière d'équipement, étaient déjà apparues à l'époque lors des cours de répétition. Les troupes étaient par exemple obligées de rouler sur la neige avec des pneus usés. Les employés

de l'arsenal, dont l'organisation était défectueuse, mais qui travaillaient autrefois de manière fiable comme des montres suisses, ne parvenaient plus à remplir leurs missions. Il était évident pour moi que quelque chose ne tournait pas rond et que la sécurité du pays était gérée de manière irresponsable. Je n'étais pas le seul à m'en rendre compte. Cependant, j'étais manifestement le seul à décrire, en tant qu'officier et donc sans optique anti-militaire, la politique erronée au sujet de l'armée et de la sécurité ainsi que les dysfonctionnements qui en découlaient.

**Benjamin Gafner** a été rédacteur au Palais fédéral jusqu'en 2024. Ses reportages de politique intérieure portaient principalement sur des thèmes de politique de sécurité et d'asile. Parallèlement, il était également auteur. Il a publié des histoires et des anecdotes, notamment sur Toni Brunner.



**La NZZ a peu apprécié votre livre. Elle l'a qualifié de bible de l'UDC et de l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN) de l'époque. Après la chute du mur de Berlin en 1989, la Berne fédérale et les médias furent euphoriques. Le mot d'ordre était « La sécurité par la coopération ». Quant au chef de l'armée de l'époque, le commandant de corps Christophe Keckeis, il avait constaté que « les conflits armés en Europe appartenaient définitivement au passé »[1]. En regardant la situation aujourd'hui, il semble bien que certains décideurs de l'époque se soient trompés.**

Oui, tout le monde s'en rend compte aujourd'hui, mais on ne tire toujours pas les bonnes conclusions de manière crédible au niveau de la politique de sécurité, c'est-à-dire au Palais fédéral. Les responsables actuels de la direction de l'armée ont constaté qu'il y avait un changement stratégique, ce qui en a

1 Philippe Zahno/Anton Schaller, Christoph Keckeis:  
« Die Zukunft der Schweizer Armee », Zürich, 2007, S.122



étonné plus d'un. Depuis des mois, ils tentent de mettre en place une capacité de défense minimale avec ce qui existe déjà. Mais il leur manque jusqu'à présent le soutien de la hiérarchie, c'est-à-dire de la politique, et les idées d'une milice large et expérimentée.

**Vous avez écrit dans votre livre que Monsieur Keckeis a activement encouragé la subordination de l'armée suisse à un « commandement de l'OTAN ». Apparemment, ce cap est poursuivi avec vigueur à Berne jusqu'à aujourd'hui.**

Beaucoup, surtout parmi les cadres professionnels, persistent à chercher la solution au niveau international, en se disant que seuls, nous n'avons de toute façon aucune chance. Cela s'appelle du défaitisme. Autrefois, on écartait ces personnes. On oublie manifestement qu'en cas de guerre, on ne peut trouver conjointement des solutions de défense supplémentaires (si elles existent) que lorsqu'on est soi-même en mesure de défendre son propre territoire. En lieu et place, on préfère courir après l'OTAN et, depuis peu, après le fantasme d'une armée européenne, plutôt que d'accomplir chez soi des missions essentielles à la survie. Il s'agit donc de créer une capacité de défense de plus en plus forte, en partant du bas vers le haut, étape par étape. Pour l'instant, je n'ai vu aucune approche originale et appropriée.

**En 1998, Christoph Blocher a contesté la stratégie « Sécurité par la coopération » dans son ouvrage « Strategischer Wandel (tournant stratégique) » : « Aujourd'hui, le danger est grand qu'une toute autre discussion soit menée sur le dos de l'armée : la discussion sur l'adhésion à l'UE et à l'OTAN » [2]. Avait-il raison ?**

Tout un chacun peut aujourd'hui aisément vérifier la réponse par lui-même. Il suffit de mettre côte à côte le document de Blocher et le rapport Brunner et de com-

parer les estimations de l'époque avec la réalité actuelle. Blocher avait raison, ceux qui ont rédigé le rapport Brunner et qui l'ont fait adopter politiquement avaient tort. Voilà une des rares possibilités de constater objectivement qui opérait alors en fonction de la réalité et qui construisait des théories sur des mirages. On constate que le courant dominant en matière de politique de sécurité était et reste une chape de plomb. Ceux qui s'opposaient à ce dernier n'avaient malheureusement aucune chance. Nous devons aujourd'hui payer le prix pour les erreurs commises par le courant dominant de la politique de sécurité : trop peu de personnel, un équipement insuffisant, des structures démantelées telles que les places de mobilisation et la logistique de guerre, qui ne peuvent pas être restaurées facilement aujourd'hui. Casser est toujours plus rapide que réparer. Il faut espérer que nous n'aurons pas à le payer un prix encore plus cher que de l'argent.

**[3] Le commandant de corps Keckeis a prédit en 2007 que la Suisse serait membre de l'UE en 2020 ou sur le point de l'être. Pourquoi les personnes qui assument de grandes responsabilités en arrivent-elles à faire de telles prophéties ?**

Le but n'est pas de s'en prendre aujourd'hui personnellement à ceux qui se sont trompés à l'époque. Mais si les bureaucrates qui avaient tort à l'époque recommencent aujourd'hui à indiquer la mauvaise direction, c'est dangereux. Il faut examiner les erreurs commises à l'époque. Keckeis, qui est malheureusement décédé, était pilote et internationaliste. Pourtant, lui et ses semblables ont manqué de clairvoyance sur le plan politique. Je regrette qu'il ne soit plus possible d'en discuter avec lui aujourd'hui. Les autres personnes qui auraient pu prendre position refusent tout débat.

2 Dr. Christoph Blocher: « Strategischer Wandel, Strategischer Studienbericht zur Weiterentwicklung schweizerischer Sicherheitspolitik », Bern 1998, S.44

3 Philippe Zahno/Anton Schaller, Christoph Keckeis: « Die Zukunft der Schweizer Armee », Zürich, 2007, S.122

Dans un ouvrage publié par l'association suisse Pro Libertate, le divisionnaire Hans Bachofner (1931 - 2012), commandant des écoles centrales et des cours d'état-major général et chef d'état-major « Formation opérationnelle », faisait l'analyse suivante : « En politique, celui qui affirme ne pas avoir d'autre choix a échoué. Celui qui prétend des contraintes matérielles est un perdant et doit être rapidement remplacé. Celui qui prépare l'armée à un engagement conditionné par l'alliance d'attaque de l'OTAN, ne serait-ce qu'en guise d'option, prépare l'adhésion en tant que possibilité ».[4] Aujourd'hui, tout le monde affirme vouloir rester neutre et ne pas adhérer à l'OTAN, mais considère en même temps qu'une coopération intensive avec l'OTAN est la seule option pour la sécurité de notre pays.

Ce que dit Bachofner est encore valable aujourd'hui. Seulement, les partisans inconditionnels d'une adhésion à l'OTAN semblent procéder de manière encore plus discrète qu'à l'époque et dissimuler leurs véritables objectifs.

Qui va donc aujourd'hui, alors que tout le monde manque de tout sur le plan militaire, venir en aide à la riche Suisse en cas de guerre ?

**Le divisionnaire Bachofner a exigé en 2001 que la reconstruction de l'armée soit axée sur les vulnérabilités**

**du pays, qu'il faille tenir compte de ce qui a fait ses preuves et faire reculer les défaitistes.**

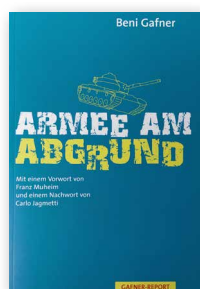
Rien à ajouter à cela.

**Monsieur Gafner, écririez-vous à nouveau ce livre aujourd'hui et choisiriez-vous le même titre ? Et nous, les citoyens, que devons-nous entreprendre ?**

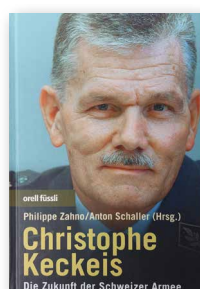
Aujourd'hui, le titre serait le même. Nous avons désormais besoin des meilleures têtes de tous les domaines du pays qui, au-delà de l'armée, veillent à une politique étrangère, économique et de sécurité crédible, basée sur la neutralité armée perpétuelle. Berne ne pourra guère y parvenir seule, même si nous souhaitons le meilleur au nouveau conseiller fédéral. Il ne faut pas oublier non plus que l'efficacité de la diplomatie et l'influence internationale sont étroitement liées à la capacité de combat militaire.

4 Pro Libertate, Gespräch mit Divisionär Dr. Hans Bachofner: «Die Schweiz im strategischen Umbruch – eine Warnung vor trügerischen Rezepten», Bern 2001, S.5

## Livres et brochures



Beni Gafner, «Armee am Abgrund», 2007



Philippe Zahno/Anton Schaller, Christoph Keckeis: «Die Zukunft der Schweizer Armee», Zürich, 2007



Pro Libertate, Gespräch mit Divisionär Dr. Hans Bachofner, die Schweiz im strategischen Umbruch – eine Warnung vor trügerischen Rezepten, Bern 2001



Dr. Christoph Blocher «Strategischer Wandel, Strategischer Studienbericht zur Weiterentwicklung schweizerischer Sicherheitspolitik», Bern 1998



Sicherheit durch Kooperation Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Sicherheitspolitik der Schweiz



Suisse-UE :

# de l'inconsistance économique de la voie bilatérale



François Schaller,

Journaliste et membre du comité d'autonomiesuisse



**L'impact économique des accords bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne est largement surestimé, estime François Schaller, journaliste et membre du comité d'autonomiesuisse. Il dénonce l'existence d'un mythe officiel à propos de la croissance engendrée par la « sacro-sainte » voie bilatérale.**

Cinq ans de Brexit effectif n'ont pas permis de répondre aux ambitions économiques des Brexiteurs. Mais la catastrophe tant annoncée par les adversaires du Brexit n'a pas non plus eu lieu. Au milieu d'analyses apocalyptiques sur l'état du Royaume-Uni, c'est la conclusion insolite à laquelle parvient René Schwok, professeur honoraire en études européennes à l'Université de Genève, dans un article publié récemment dans Le Temps. On pourrait ajouter que les taux de croissance de la Grande-Bretagne depuis son Accord de commerce et de coopération avec l'UE (2020) sont sans appel : très supérieurs à ceux de l'Allemagne, à peu près au niveau de la zone euro.

La performance devrait encore s'accroître cette année selon les prévisions de l'OCDE. L'économie britannique

ne fait plus partie du marché européen, mais elle s'en sort globalement bien. Même le Parti travailliste au gouvernement a cessé d'envisager un retour dans l'UE.

## Narratif européiste

Ce décalage entre récits ténébreux et réalité macro-économique incite à se poser des questions sur ce qui se passe depuis plus de trente ans en Suisse. Il existe un narratif étroitement européiste et plus ou moins officiel. Il part de la décennie 1990, présentée comme une période stagnante. Un calvaire à vrai dire, suivi d'une reprise spectaculaire dans les années 2000 – grâce aux accords sectoriels I et II avec l'UE et à la sacro-sainte « voie bilatérale ». Celle-ci était conçue au départ pour mener progressivement à l'intégration complète de l'économie suisse dans l'appareil réglementaire de l'UE. Les Suisses ont ensuite renoncé à cet objectif, mais les Européens ne l'ont pas oublié.

Il suffit d'aligner les taux de croissance depuis 1990 pour se rendre compte que le mémorial de la « rédemption par les bilatérales » relève de la mythologie. Le redressement de l'économie suisse – spectaculaire en effet – a



*La voie bilatérale n'a pas beaucoup contribué à la prospérité des 25 dernières années.*

commencé en 1997. Cinq ans avant les Accords bilatéraux I et l'application progressive de la libre circulation des personnes. Dix ans avant son application complète.

### **Des gains minimes**

Ce constat rétrospectif élémentaire a été validé récemment par Tobias Straumann, de l'Université de Zurich, l'un des rares historiens de l'économie en Suisse. La voie bilatérale n'a pas compté pour grand-chose dans la prospérité des vingt-cinq dernières années. C'est d'ailleurs sous pression de l'UE (clause guillotine, intimidations et sanctions dès 2014) qu'elle a été « plébiscitée » à plusieurs reprises.

D'autres décalages cognitifs sont facilement observables dans les lieux communs structurant le débat sur l'intégration européenne de la Suisse. Ils sont censés convaincre de l'importance vitale des traités. Le fameux Accord sur la reconnaissance mutuelle des normes techniques en fournit un exemple (ARM). C'est le seul à caractère clairement commercial dans les Bilatérales I et II. Les autres relèvent surtout du voisinage ou de la coopération.

L'ARM permet de réduire les coûts d'homologation pour le marché européen. Le gain n'atteint pourtant pas... 1,5% d'un tiers du montant des ventes en Europe, selon le Secrétariat à l'économie (Seco). Une paille à côté du renchérissement des exportations suisses dû à l'affaïssissement chronique de l'euro par rapport au franc (30% depuis 2000).

### **Un lobby académique qui agite la peur**

L'important secteur des technologies médicales (medtech) est sevré de ce « privilège ARM » depuis quatre ans, par mesure de rétorsion. Il ne s'est pourtant jamais aussi bien porté, avec des taux de progression enviables. 90% des exportations à destination du marché européen viennent d'ailleurs d'entreprises préférant depuis longtemps renoncer à cette facilité (pour homologuer directement dans l'UE).

Le puissant lobby académique a aussi le don de répandre la peur. Ne fait-il pas passer les entraves européennes à la pleine participation de ses chercheurs au programme Horizon pour la fin de la Suisse innovante ? En réalité, la contribution de Berne à Horizon ne représente pas 3% des investissements dans la recherche et développement en Suisse (publics et privés). Et depuis

que le statut d'associé à Horizon a été retiré, par mesure de rétorsion encore une fois (2020), les hautes écoles n'ont rien perdu de leur attractivité. Elles continuent de recruter des chercheurs venant d'Europe et des quatre coins du monde.

### **La libre circulation vue de l'UE...**

La libre circulation des personnes est au cœur du dispositif institutionnel exigé par l'UE. Bruxelles y tient



absolument. Ce principe va bien au-delà des implications migratoires. C'est cette libre circulation qui rend le marché suisse compatible avec l'europeen sur le plan doctrinal : personnes, capital, biens et services. Sans cette quadruple liberté, toute perspective d'intégration juridique ultérieure disparaîtrait.

Or les Européens, contrairement aux Suisses, n'ont jamais dit qu'ils avaient abandonné ce vers quoi la « voie » bilatérale devait officiellement mener par étapes : l'adhésion. L'UE a le temps, mais la patience s'est dissipée avec le choc du Brexit. Les mouvements populistes prospèrent en Europe. La Suisse passe de plus en plus ouvertement pour un passager clandestin de l'UE. Celle-ci n'a-t-elle pas décidé unilatéralement que la Suisse faisait de facto partie du marché européen ?

Elle doit maintenant en adopter les règles. Pour mettre fin à ce que l'UE considère comme de la « concurrence déloyale ». Ne pas devoir intégrer ni supporter la ré-

*C'est peu dire que le climat général n'est pas favorable aux bonnes relations avec l'UE.*

gulation européenne est devenu un avantage indu des entreprises suisses sur les marchés mondiaux. Au départ, dans les années 1990, ne pas faire partie du marché européen ne pouvait mener qu'au déclin. Aujourd'hui, le succès économique de la Suisse, qui n'en fait pas partie, est perçu comme de la tricherie.

### **...et vue de Suisse**

La libre circulation est vécue très différemment en Suisse. Sur le plan politique, il y a d'abord la troisième initiative de l'UDC pour y mettre fin (« Pas de Suisse à dix millions »). Une acceptation populaire équivaldrait à la fin de la libre circulation. Le rejet « préalable » de cette initiative semble donc nécessaire pour qu'un autre vote puisse avoir lieu sur le paquet institutionnel et sectoriel négocié l'an dernier.

« Quelle sorte de crise faudra-t-il pour faire éclater une éventuelle bulle démographique ? »

C'est peu dire que le climat général n'est pas favorable aux bonnes relations avec l'UE. L'augmentation des ressortissants européens en Suisse semble sans fin. Dans les années 1990 et encore 2000, les prévisions du Conseil fédéral étaient de 10'000 personnes en plus chaque année. Les organisations économiques en avaient même évoqué 8'000. Depuis l'application complète de l'accord (2007), la moyenne annuelle est en réalité de 48'000. Soit l'équivalent de la population de la ville de Neuchâtel, à laquelle il faut ajouter 20'000 extra-européens (sans les requérants d'asile).

Contrairement aux évidences régulièrement entendues, il n'y a pas la moindre corrélation entre croissance annuelle du PIB et immigration européenne. De bonnes années ont été relativement faibles sur le plan migratoire, alors que le solde avec l'UE a tout de même été de 40'000 personnes en pleine récession (2020).

### **Bulle démographique ?**

Une progression du chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) a été enregistrée en parallèle. À moins de 2% en 2000, il tourne autour des 4,5% aujourd'hui. Ce qui rapproche le non-emploi des moyennes européennes et de la zone euro (+/- 6%).

L'augmentation de la population active générant mécaniquement de la croissance, quelle part prend-elle dans la progression du produit intérieur brut ? Difficile

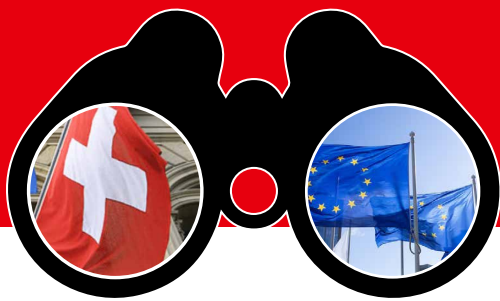
à mesurer. Alors quelle sorte de crise faudra-t-il pour faire éclater une éventuelle bulle démographique ? Ou encore : quelle espèce de crise la bulle va-t-elle provoquer en éclatant ? Sera-ce le bon moment d'entrer en discussions compliquées avec Bruxelles pour envisager, selon les traités, des mesures de sauvegarde « en cas de difficultés sérieuses d'ordre économique ou social » ? Quel genre de « difficultés sérieuses » pourrait bien connaître la si prospère et si calme Helvétie aux yeux de l'UE ? Autant de questions qui devront bientôt trouver des esquisses de réponse.

L'article original a été publié par Swissinfo le 19.03.2025 et reproduit ici avec l'aimable autorisation de son auteur, François Schaller.

**SWI** swissinfo.ch







# Observateur

## Oswald Grübel à propos de la place financière suisse et des accords avec l'UE

Oswald Grübel a été à la tête de Credit-Suisse de 2003 à 2007 et a dirigé le groupe UBS de 2009 à 2011.

### Beaucoup de gens sont inquiets pour la Suisse et la place financière en raison de la taille de l'UBS. Partagez-vous cette inquiétude ?

Non, d'autant plus que les totaux des bilans du CS et de l'UBS étaient autrefois encore bien plus importants. Ma crainte vient plutôt du fait que peu de Suisses savent à quel point la place financière est importante pour notre pays. Beaucoup de gens associent ce contexte à des banquiers surpayés et oublient les 7'000 milliards de francs de capitaux étrangers qui se trouvent aujourd'hui ici. Depuis 1930, cela nous a permis de bénéficier de taux d'intérêt bien plus bas que chez nos voisins. Nous en profitons tous, les propriétaires immobiliers comme les entreprises, qui obtiennent des crédits plus avantageux.



Extrait d'un entretien du Blick du 17.03.25

### Où estimez-vous que se situe le danger le plus grand ?

Plus nous nous rapprochons de l'UE et plus nous abandonnons ou remettons en question notre neutralité, plus nous perdrons de cet argent, car il n'y aura plus de différence pour les clients qu'ils placent leur argent en Suisse ou n'importe où en Europe. Cela ne se fera pas du jour au lendemain, mais successivement, les taux d'intérêt vont augmenter et le franc va s'affaiblir.

### Vous ne vous réjouissez donc pas des Bilatérales III ?

Nous nous rapprochons d'un bloc économique composé de pays dont la situation économique est nettement moins bonne que la nôtre. Est-ce vraiment une bonne idée ? Je ne pense pas ».

**Commentaire : Il ne faut en aucun cas sous-estimer ce problème. Un « NON » à ce traité avec l'UE est absolument nécessaire.**

## Ce sont les 25 pays les plus stables du monde

Selon le politologue Parag Khanna, la Suisse est considérée comme le pays le plus stable. Khanna divise la stabilité en deux domaines. La force et l'État. Sous force, il évalue entre autres la base industrielle, la capacité d'innovation, le marché des capitaux, la force de la monnaie, le capital international et la dette publique. Dans le domaine de l'État, il évalue entre autres la sécurité alimentaire, l'autonomie énergétique, la durabilité, le progrès social et la prospérité (essor) de l'État.

**Commentaire : dans de nombreux classements, la petite Suisse arrive en tête. En dépit de cela, la Berne fédérale tente par tous les moyens de nous rattacher à l'UE, une entité économiquement moins performante.**

| Rang | Pays            | Score |
|------|-----------------|-------|
| 1.   | Suisse          | 21,8  |
| 2.   | Allemagne       | 21,7  |
| 3.   | Japon           | 21,1  |
| 4.   | Corée du Sud    | 20,9  |
| 5.   | Suède           | 20,9  |
| 6.   | Canada          | 20,8  |
| 7.   | États-Unis      | 20,7  |
| 8.   | France          | 20,5  |
| 9.   | Danemark        | 20,3  |
| 10.  | Grande-Bretagne | 20,0  |

Extrait de l'interview  
d'Albert Steck avec Felix  
Zulauf, publiée dans la  
NZZ le 8 avril 2025

## La crise d'endettement en Europe

Le gestionnaire de fortune suisse Felix Zulauf estime que la bourse pourrait s'effondrer de 20 % supplémentaires. Il redoute également une grave situation d'endettement, en particulier en Europe.

**Comment la Suisse pourrait-elle se tirer d'affaire dans une telle situation d'urgence ? Lors des crises précédentes, la Banque nationale avait procédé à des achats massifs de devises pour freiner l'appréciation du franc. Cette stratégie continuera-t-elle à fonctionner ?**

Je pense que la Suisse a suivi un mauvais modèle pendant des années. Depuis l'introduction de la libre circulation des personnes avec l'UE, le taux d'exportation par rapport au produit intérieur brut est passé de 55 à 75 %. Cependant, en dépit de cette forte croissance quantitative, notre niveau de vie par habitant stagne. C'est pourquoi la Banque nationale aurait dû laisser le franc s'apprécier davantage, afin de privilégier la croissance

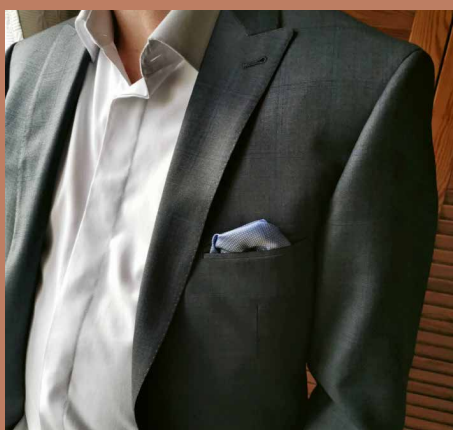
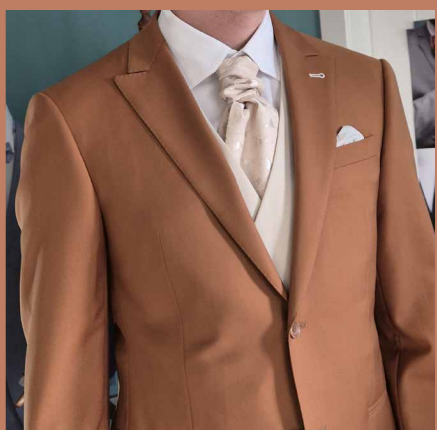
qualitative plutôt que quantitative. Je comprends également mal les deux dernières baisses de taux d'intérêt. Elles n'apportent guère d'avantages à l'économie, alors que les épargnants en font une fois de plus les frais. En outre, des taux d'intérêt bas conduisent à de mauvais investissements qui éclatent ensuite comme des furoncles en cas de crise.

**Si votre scénario d'une crise de la dette devait se réaliser, que devraient faire les investisseurs pour se protéger ?**

Dans une telle situation, d'où pourraient émerger le cas échéant de nouvelles monnaies, les valeurs réelles ont les meilleures perspectives de survie, c'est-à-dire les actions, l'immobilier, l'or ou les matières premières. Les propriétaires immobiliers pourraient toutefois être touchés par une hausse des taux hypothécaires. Il est vrai que les actions pourraient temporairement subir de fortes pertes de cours. Mais un portefeuille diversifié, constitué de valeurs standard, se relèvera même après une crise grave. En outre, en Suisse, nous possédons, en plus des blue chips, un grand nombre d'entreprises de taille moyenne qui peuvent réussir à s'imposer même dans un nouveau monde avec des droits de douane.

Annnonce

Vêtements sur-mesure pour le bureau, les cérémonies et toutes les occasions qui le méritent. Conseils personnalisés pour Madame ou Monsieur, tissus haut de gamme à prix doux.



*So, be unique !*

**So, be unique !**  
Vêtements sur-mesure  
S. Schmidely  
Route du Village 46  
1112 Echichens  
076 720 63 18  
[www.vetementsurmesure.ch](http://www.vetementsurmesure.ch)



Scanne-moi !

*L'accord de soumission avec l'Union européenne possède une vertu magique*



Raphaël Pomey  
Journaliste

# La fabrique du consentement europhile tourne à plein régime

**L'accord de soumission avec l'Union européenne possède une vertu magique : il suscite l'adhésion, même quand personne n'a la moindre idée de ce qu'il contient.**

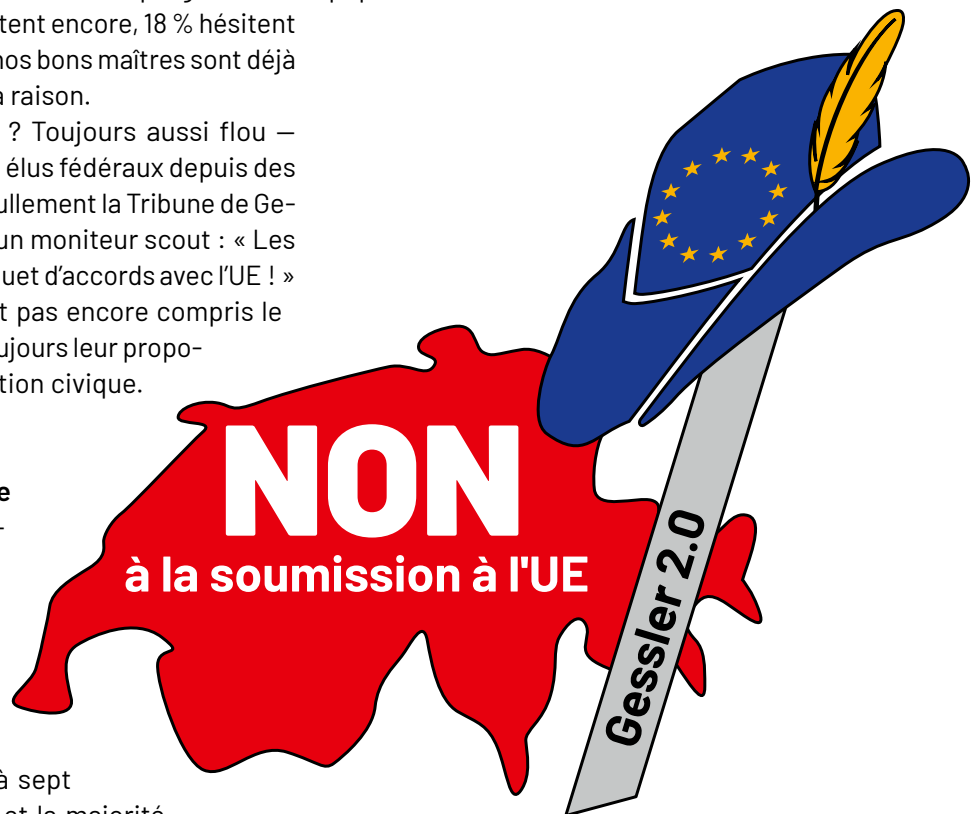
Vilains grognons, ces électeurs UDC ! Selon un sondage Tamedia publié le 2 avril, seuls les partisans du parti agrarien s'opposeraient — à 75 % — aux accords de soumission avec l'UE. Le reste de la population ? Elle applaudirait, à hauteur de 47 %, l'abandon progressif de notre souveraineté. 35 % résistent encore, 18 % hésitent — mais ne vous inquiétez pas, nos bons maîtres sont déjà à l'œuvre pour les ramener à la raison.

Le contenu desdits accords ? Toujours aussi flou — comme le dénoncent certains élus fédéraux depuis des mois — mais cela n'empêche nullement la Tribune de Genève de titrer avec l'entrain d'un moniteur scout : « Les Suisses sont favorables au paquet d'accords avec l'UE ! » Si, après ça, les lecteurs n'ont pas encore compris le sens de l'histoire, on pourra toujours leur proposer un petit stage de rééducation civique. Avec quiz à choix unique.

## **L'art de la sculpture sur nuage**

Mais parce qu'on a l'esprit chagrin, on peine à comprendre comment il est scientifiquement possible de sonder une population sur un objet qu'elle ignore. Les Suisses sont-ils favorables à la réincarnation en licornes à sept pattes ? Si le Conseil fédéral et la majorité des partis le recommandent, on trouvera bien un institut pour l'attester. Et un journal pour en faire sa une.

En 2011, les médias s'étrangeaient devant le slogan UDC : « Les Suisses votent UDC ». « Est-ce que ça signifie que ceux qui ne votent pas pour vous ne sont pas de vrais Suisses ? », interrogeait la RTS, le sourcil froncé. Quinze ans plus tard, ces délicates pudeurs se sont évaporées : on peut désormais proclamer, la bouche en cœur, que « les Suisses » veulent être dirigés de Bruxelles. Quitte à leur faire un peu la leçon, puisque 53% de la population tarde à s'en convaincre.

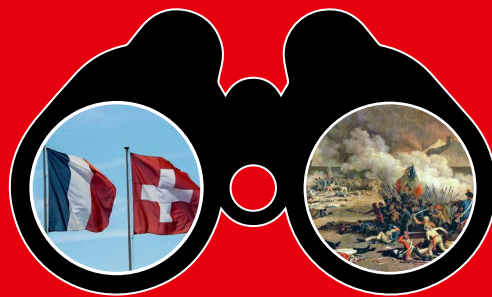




# Partie 7

## Aberrations en matière de politique de neutralité

Nous allons dès maintenant lister tous les errements de la Classe politique en matière de politique de neutralité.



### Les formations de chars et d'artillerie françaises et suisses s'entraînent ensemble en Suisse

Les formations de chars et d'artillerie françaises et suisses effectuent cette année plusieurs exercices communs en Suisse. L'expérience acquise doit permettre à l'armée suisse de renforcer sa capacité de défense. [DDPS, Berne 31.3.2025]

**Commentaire : Il faut espérer que le conseiller fédéral Pfister se souvienne de l'indépendance et de la neutralité de la Suisse !**



#### La coopération avec la France ne se passe pas toujours bien ... Rappelons-nous :

Le 10.0.1792, le régiment des gardes suisses a été enfermé dans les Tuileries à Paris par des révolutionnaires français qui voulaient abolir la monarchie. Plus de 300 Suisses ont été massacrés sans raison, bien que le roi Louis XVI leur ait fait déposer les armes auparavant. Le monument du Lion à Lucerne est dédié aux gardes suisses tombés au combat.



Suivez le communiqué de presse sur le site Internet du DDPS et vous pourrez suivre de près l'agenda OTAN-UE :





Prof. Dr. Nicolas Szita  
Membre du Comité directeur  
de Pro Suisse, Londres



# Un enseignement sur l'Europe pour le Conseil fédéral et la gauche

**La fable (Ésope) : il y a longtemps, les souris tinrent une assemblée pour réfléchir à la manière dont elles pourraient piéger leur ennemi commun, le chat. Certaines disaient ceci, d'autres cela ; finalement, une souris se leva et proposa d'attacher une cloche autour du cou du chat. De cette façon, les souris pourraient toujours entendre quand le chat arrive et se mettre à l'abri à temps. La proposition fut accueillie par des applaudissements unanimes. Mais lorsqu'il s'est agi de désigner la souris qui accrocherait la cloche au chat, un silence s'est installé. En effet : personne ne voulait se charger de cette tâche dangereuse.**

Depuis environ 100 ans, les Européens agissent comme les souris de la fable : jamais à court d'idées et de belles paroles, mais manquant de courage et incapables d'agir (Churchill constituant à cet égard la grande exception). Rien ne leur semble possible sans les États-Unis. Dans l'Europe des années 30, personne n'avait osé résolument s'opposer à Hitler ; et la page de la Seconde Guerre mondiale ne s'est tournée qu'après l'arrivée des États-Unis. Au début des années 80, les Européens traitaient Ronald Reagan parfois de cow-boy, parfois de belliciste ; mais ils n'avaient pas leur propre plan pour empêcher l'occupation de l'Europe de l'Est par l'Union soviétique. En février, les Européens, sous l'égide du Premier ministre anglais Keir Starmer, ont élaboré un plan visant à envoyer des troupes en

Ukraine pour y maintenir la paix, à condition bien sûr que les États-Unis (!) soient prêts à assumer le « backstop (garantie) ».

Les Européens parviennent à se montrer incapables d'agir même lorsqu'il n'y a pas de danger. La croissance

économique de l'UE ressemble à celle de l'Antarctique. L'Allemagne, la locomotive de l'UE, est en récession depuis des années, le gouvernement de coalition est tombé ; on attend encore et toujours la mise en œuvre des plans de l'UE pour augmenter sa compétitivité. La Suisse a un accord de libre-échange avec l'Inde et l'Indonésie ; l'UE se contente pour l'instant d'en parler. Et les Britanniques, tant montrés du doigt et qui ont quitté



l'UE, ont une croissance économique supérieure à celle de l'Allemagne et de la zone euro (rapport de l'OCDE, Perspectives économiques, 3.2025).

Deux mystères : pourquoi le Conseil fédéral estime-t-il qu'une plus grande dépendance vis-à-vis de l'UE serait synonyme de succès pour la Suisse ? Pourquoi est-ce précisément la gauche, qui dénonce si volontiers les États-Unis « impérialistes », qui combat l'initiative sur la neutralité et nous conduit ainsi sous la coupe des États-Unis ?



# Élue au conseil d'administration



**Stephanie Gartenmann**

B Law, membre du comité d'initiative « Initiative pour la neutralité », secrétaire générale JUDC Suisse, Matten b. Interlaken



**Stephanie Gartenmann, étudiante en droit, a été élue au Comité directeur de Pro Suisse lors de l'assemblée générale du 5 avril.**

**En tant que contributrice à notre journal, vous êtes déjà connue au sein de Pro Suisse. Qu'est-ce qui vous motive à rejoindre le Comité de Pro Suisse ?**

Il est important de s'engager pour nos valeurs de liberté, d'indépendance et de neutralité. Pro Suisse défend précisément ces valeurs et c'est pourquoi je souhaite m'impliquer davantage, en particulier en me concentrant sur les jeunes. Il est important que nous puissions porter nos valeurs à l'extérieur et les transmettre. C'est un rôle de médiatrice que j'aimerais assumer.

**Vous êtes membre du Comité pour l'initiative sur la neutralité. Pourquoi faut-il impérativement voter « OUI » à l'initiative sur la neutralité ?**

Il est question de guerre ou de paix. Si nous reprenons des sanctions et envoyons du matériel de guerre

dans des pays belligérants, nous entrons nous aussi en guerre, ce qui met en danger notre sécurité intérieure. Si nous voulons la paix intérieure et extérieure, nous devons voter OUI à l'initiative sur la neutralité.

**Comment pouvons-nous convaincre les Suissesses et les Suisses du bien-fondé de cette initiative sur la neutralité ?**

Elle concerne notre propre fils, frère ou ami. Si nous ne voulons pas qu'ils meurent dans des guerres étrangères, il faut maintenant faire comprendre au Conseil fédéral qu'il ne peut pas simplement compromettre notre sécurité au niveau international.

**Un grand merci pour cet entretien et pour ta volonté de t'engager auprès de Pro Suisse.**





Kevin Grangier, coordinateur  
romand de Pro Suisse

## Retour sur notre Assemblée générale

# « Pensez en Suisses et agissez en Suisse »

**C'est l'histoire d'un homme né dans un village vaudois qui étudia l'agronomie, puis qui commanda une armée contre un empire autoritaire et qui devint l'incarnation de la défense spirituelle de la Suisse.**

C'est l'histoire d'un général avec lequel je partage l'origine, la langue et l'accent et qui décida – dans les heures sombres de l'occupation des pays européens – de réunir ses officiers sur la prairie du Grütli et de nous donner une consigne. Une seule consigne : tenir !

C'est l'histoire d'un Vaudois courageux, le général Henri Guisan, qui s'éleva contre un autre Vaudois,

Marcel Pilet-Golaz, marqué par le défaitisme et l'alignement de la classe politique et qui était, en 1940, le président de la Confédération.

Voilà tout un symbole ! Le chef politique qui face à l'adversité nous propose de nous adapter aux nouveaux maîtres de l'Europe et, en face de lui, le citoyen-soldat qui nous dit, depuis la prairie du Grütli et à la suite de Guillaume Tell : résistance !

Pensez en Suisses et agissez en Suisses ! Voilà l'ordre du général Guisan à la population de notre pays. Et à ceux qui, en Suisse, doutaient de la capacité de la Suisse à se défendre, Guisan leur répondait que cette attitude n'était digne ni d'un Suisse, ni

d'un soldat.

A la fin de la guerre, Guisan affirmait : « certes, notre peuple ne saurait se dérober aux grands problèmes qui se poseront aux hommes de toutes les nations. Mais, si universels que soient ces problèmes, il y aura toujours – pour les résoudre – une solution suisse. »

Aux heures sombres de mai et juin 1940, il avait eu le courage de refuser le défaitisme et l'alignement. Il était l'espoir de sa génération. Il demeure l'inspiration pour la nôtre.

*Pensez en Suisses et  
agissez en Suisses !  
Voilà l'ordre du général  
Guisan à la population de  
notre pays.*







# Questions



Patrick Dütschler

Team Secrétariat, Fédération suisse des consommateurs

## Partager une attitude fondamentale

**Cher Monsieur Dütschler, vous êtes membre du Comité de la Fédération suisse des consommateurs et vous vous êtes rapproché de Pro Suisse et avez fait part de votre intérêt pour un partenariat. Pourquoi ?**

Parce que nous avons la même position de base : la Suisse doit pouvoir décider de manière autonome, que ce soit en politique ou dans le domaine du marché. Ce n'est qu'en décidant soi-même que l'on peut garantir des conditions-cadres durables et équitables pour sa population. Nous ne souhaitons pas que des instances étrangères décident de ce qui est juste pour nous en tant que consommateurs. Une Suisse forte et indépendante ne constitue pas un risque, mais notre plus grand atout.

**Vous portez donc un regard critique sur le nouveau paquet d'accords avec l'UE. Pourquoi ?**

Le nouveau paquet de traités avec

l'UE menace précisément cette indépendance. En matière de protection des consommateurs, des compétences essentielles telles que la réglementation et la jurisprudence seraient durablement externalisées. Nous perdrons de la sorte notre capacité à réagir de manière flexible et directe en fonction des besoins des citoyens de notre pays.

**Vous représentez les intérêts des consommateurs et des consommatrices que nous sommes. Les partisans d'un alignement sur l'UE affirment que sans cadre institutionnel, la Suisse sera perdante. Quelles seraient, selon vous, les conséquences pour nous ?**

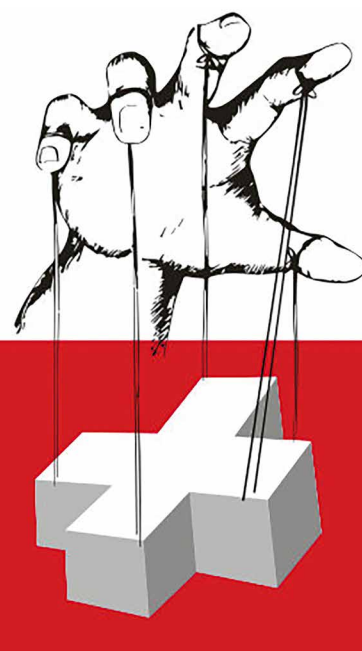
Sans cadre institutionnel, il existe une marge de manœuvre pour des solutions autonomes, plutôt qu'un automatisme. Nous en sommes convaincus : la Suisse est en mesure de mieux garantir l'innovation, des marchés équitables et la protection des consommateurs si elle agit de

son propre chef et non pas à la suite d'un appel de l'extérieur.

**Nous sommes impatients de mener des actions communes et d'apprendre davantage de votre part dans ACTUEL de Pro Suisse. Merci de ce premier entretien.**



Mehr Infos



*Ce n'est qu'en décidant soi-même que l'on peut garantir des conditions-cadres durables et équitables pour sa population.*



**Le nain grincheux ...**

**Beat = Beatus,  
le bienheureux**

Monsieur le Conseiller fédéral Beat Jans, chef du Département fédéral de justice et police (DFJP). Jusqu'à présent, il s'est en réalité surtout distingué par son action contre la démocratie. C'est en effet

de son département que vient l'exigence de ne pas soumettre, pour des motifs tactiques, le traité d'adhésion à l'UE au référendum obligatoire. En apôtre infatigable de l'UE, il fait par ailleurs la promotion de



l'ouverture des frontières nationales, mais M. Jans a également fait preuve d'opinions pertinentes. Par exemple, lors de la réunion de l'Épiphanie de l'Association des éditeurs du 9 janvier 2025 :

**Les médias remplissent des missions essentielles.**

• *Ils informent : toute démocratie a besoin de citoyens et de citoyennes bien informés. C'est à plus forte raison le cas dans une démocratie directe. Celui qui n'est pas informé n'est pas en mesure de se prononcer correctement lors d'élections ou de votations. Les médias informent et s'assurent que les citoyens et les citoyennes deviennent des citoyens et des citoyennes nationaux.*

• *Les médias aident à se forger une opinion : ils sont des plateformes pour exprimer des opinions divergentes et permettent aux citoyens et citoyennes de se forger leur propre opinion. Les médias garantissent la diversité des opinions.*

C'est pourquoi les médias ne manquent pas d'annoncer au public que la Reitschule à Berne a tabassé des policiers ou que les écolos ont recours à de la colle pour militer. Mais lorsque 800 citoyennes et citoyens de toutes les régions du pays se réunissent pour l'assemblée générale de Pro Suisse et discutent de la souveraineté et de la neutralité, pacifiquement et en public, les médias n'ont en revanche pas le temps ou pas assez de personnel pour couvrir l'événement. Mais il est plus probable qu'ils ont activé le mode anti-suisse. Monsieur Jans : des actes plutôt que des paroles !

**Oui à l'initiative sur la neutralité –  
Non au contrat de soumission à l'UE.**



**Il nous faut nous mobiliser et faire  
acte de présence dans tous les coins  
de notre pays :**

1. Nous sommes à la recherche de personnes actives : pour les collectes de signatures (éventuels référendums contre les traités de l'UE), actions de stands, affichages, distribution de tracts, organisation de manifestations, etc.
2. Nous sommes à la recherche de personnes prêtes à assumer dans les cantons et les régions la responsabilité pour les actions de Pro Suisse.

**Annoncez-vous s.v.p. dès aujourd'hui.**

E-Mail : [action@prosuissse.info](mailto:action@prosuissse.info), téléphone 031 356 27 27

Pro Suisse, case postale, 3822 Lauterbrunnen

Nous vous en remercions cordialement !

Secrétariat de Pro Suisse

**Visite notre  
boutique en ligne**



**Agenda**



**Votre annonce**  
dans le «Actuel» de Pro Suisse

**+PRO** Schweiz  
Suisse  
Svizzera  
Svizra  
Aktuell

Contactez-moi. À tout moment et sans complications.

**Markus Rezzonico**

Acquisition d'annonces  
Délégué UDC  
Membre de Pro Suisse  
Membre de Pro Libertate  
Membre PIKOM

**079 332 61 61**

[markus.rezzonico@dietschi.ch](mailto:markus.rezzonico@dietschi.ch)



**Veillez nous communiquer votre adresse e-mail  
sur [info@prosuissse.info](mailto:info@prosuissse.info)**

Nous pourrions ainsi vous tenir au courant. Nous respectons strictement les directives de protection des données et ne transmettons pas les adresses à des tiers.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à contacter notre secrétariat:  
[info@prosuissse.info](mailto:info@prosuissse.info)  
tél. 031 356 27 27

**+PRO** Schweiz  
Suisse  
Svizzera  
Svizra

Case postale, 3822 Lauterbrunnen  
Tél. 031 356 27 27, [info@prosuissse.info](mailto:info@prosuissse.info)  
[www.prosuissse.info](http://www.prosuissse.info)